

Quand la coopérative dessine le chemin d'une autre voie possible en entreprise

Si l'économie est, dans son acception commune, l'activité humaine qui consiste en la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et de services, alors le logiciel libre propose effectivement une organisation originale et alternative à l'économie informatique, le bien étant [bien commun](#) et le service véritablement au service de ses utilisateurs.



Il serait un peu rapide et hasardeux d'affirmer que la coopérative est à l'entreprise ce que le logiciel libre est au logiciel.

Il n'en demeure pas moins vrai que les deux mouvements présentent certaines similitudes, à commencer par celle de vouloir se protéger d'un monde qui perd son humanité en se reliant aux autres pour donner sens à son action^[1].

Si vous voulez changer le monde, cela passe désormais bien moins par le politique que par l'économique. C'est pourquoi les tentatives pour faire sortir de l'ombre un autre possible en entreprise nous semblent si ce n'est à encourager tout du moins à diffuser et à débattre.

À la limite de la ligne éditoriale de ce blog, ce document de fin de colloque nous semble une bonne base de réflexion aussi bien pratique que théorique.

Déclaration du Forum pour une autre économie

[URL d'origine du document](#)

Déclaration du « Forum pour une autre économie »

Faite à Nîmes le 16 janvier 2011

La participation réelle des salariés à la gestion de leur entreprise est une exigence croissante dans la société moderne, pour combler le vide actuellement laissé par les actionnaires dormants à une oligarchie financière qui trop souvent ne gère plus que pour elle-même, sans plus prendre en compte les exigences de l'emploi et de la pérennité réelle des entreprises .

Dans les grandes entreprises, particulièrement celles qui sont cotées, cette oligarchie a imposé un partage de la valeur bien plus favorable au capital qu'au travail , tout particulièrement depuis vingt ans. Le travail et l'emploi, ne sont plus des valeurs mais des variables d'ajustement. Par ailleurs, beaucoup de TPE et les PME souffrent indirectement de cette financiarisation du fait de leur statut de sous-traitantes voire de partenaires de groupes plus importants. Il convient donc de promouvoir toutes les solutions institutionnelles susceptibles de rendre aux individus la maîtrise de leur destin économique.

Tel a été le sens du colloque de Nîmes des 15 et 16 janvier 2011. Notre société s'engage dans l'économie de la connaissance, de l'innovation, du développement durable. La constitution de sociétés de salariés, notamment sous forme de [SCOP](#), est une voie particulièrement efficace pour que les chercheurs du secteur privé, mais aussi du secteur public , puissent développer eux-mêmes leurs créations et innovations, dans une structure participative égalitaire ; et, plus largement, pour que les porteurs de projets concrétisent ceux-ci grâce à une structure participative et rendue durable par

son système de propriété à la fois privée et collective.

L'association des travailleurs pour gérer leur avenir commun dans une société dont ils sont les propriétaires, qu'elle soit d'ailleurs ou non de forme coopérative, est une résultante légitime de l'élévation du niveau moyen de savoir. Elle est aussi, à de nombreux égards, la meilleure posture face à un avenir que la mondialisation rend particulièrement aléatoire. Qui mieux que le collectif des salariés peut se soucier de l'avenir de l'entreprise en tant qu'équipe d'hommes et de femmes dont l'intérêt n'est pas d'abord commandé par la rémunération du capital ?

La forme de la Société coopérative de production – SCOP ou coopérative de salariés (l'idée d'Entreprise à Responsabilités et Résultats Partagés a été évoquée) est une solution dotée de trois caractéristiques : la démocratie dans le choix de la stratégie et des responsables, l'équité dans la répartition du résultat, et la pérennité de l'emploi, qui la rendent à la fois crédible et fiable aux yeux de ceux qui y produisent la valeur. Elle s'adapte régulièrement aux nouveaux défis. La Société coopérative d'intérêt collectif – [SCIC](#), qui fait entrer dans la coopérative, différentes catégories de sociétaires à côté des salariés, est un exemple de cette adaptation récente, notamment pour les dynamiques territoriales.

Sur le plan du capital , les outils dont s'est doté le mouvement coopératif avec [ESFIN](#), et sa filiale l'[IDES](#), le fonds de capital-risque [SPOT](#), la société SOCODEN pour les prêts participatifs, permettent de dire qu'existent aujourd'hui la plupart des outils financiers nécessaires pour créer et développer une SCOP. Abonder plus largement ces outils, notamment dans le cadre du « Grand emprunt pour l'économie du futur », serait une condition nécessaire d'un développement plus rapide et plus large de la forme SCOP. Une somme de 100 millions d'euros a déjà été prévue pour l'économie sociale. Elle est trop faible. L'augmenter et

l'utiliser pour le développement des SCOP ne dépendent que d'une volonté politique .

Remettre en valeur et assouplir la loi sur le [Titre Participatif](#) est une autre priorité. Créer des [Fonds Communs de Placement](#) dédiés à l'Économie Sociale aussi.

Dans le même sens, le rachat par les salariés d'entreprises saines, c'est-à-dire avant toute phase critique de gestion, devrait être facilité . En premier lieu, par une intervention plus ample et plus rapide, du [fonds souverain](#) français de la [Caisse des dépôts](#) ; en second lieu, par la création, dans les entreprises qui doivent envisager leur transmission, d'une réserve de transmission dont la défiscalisation serait conditionnée par le seul fait que les acheteurs sont les salariés. Par ailleurs, la formule [ESOP](#) de rachat par les salariés à l'aide de crédits à très long terme, courante aux États-Unis, mérite d'être à nouveau analysée en détail en vue d'une transposition en France . Serait-il impensable aussi de commencer à solvabiliser les salariés, pour la constitution d'un capital, en dédiant une part de la cotisation d'assurance chômage payée pour chaque salarié à la création d'un compte ou livret individuel lui permettant de participer au rachat de son entreprise ou d'en créer une ?

Mais si des outils financiers à la création de SCOP ou à la reprise d'entreprises par les salariés, existent, d'autres conditions s'imposent pour leur développement et réussite.

Résumons les en disant qu'il s'agit de diffuser la culture de l'économie coopérative, « déverrouiller » l'image des SCOP auprès de l'opinion publique en en présentant la diversité des pratiques.

Il faut d'abord que le fonctionnement de l'entreprise soit enseigné, à tous et donc dès la classe de troisième, intégrant évidemment les formes coopératives. Les départements universitaires et les grandes écoles consacrées à l'économie

coopérative doivent se multiplier . Les institutions fédérales et confédérales de l'économie sociale doivent offrir, dans le cadre de la formation continue , des enseignements valorisant les pratiques coopératives ; elles doivent aussi renforcer leur expertise et leurs moyens d'appui aux entreprises de l'économie sociale, en particulier pour accompagner les transmissions d'entreprises.

Les propositions qui précèdent n'excluent en rien la poursuite et le développement de l'actionnariat salarié et de la participation, mais ces dispositifs doivent atteindre un seuil d'efficacité pour peser d'un poids suffisant dans les Conseils des entreprises, afin d'infléchir vraiment la gestion. Ceci nécessite aussi l'organisation de formes nouvelles de gestion collective de cet actionnariat.

C'est dans ce contexte que le colloque a abouti à la création d'un Observatoire des alternatives économiques, non seulement dans ce domaine de l'intervention des salariés dans la gestion, mais beaucoup plus largement, dans tous ceux qui feront l'objet des colloques suivants du Forum pour une autre économie, durable, socialement intégratrice, civiquement engagée, écologiquement acceptable.

En 2011 et 2012, cet Observatoire^[2] se donnera comme priorité l'analyse des programmes politiques exposés en vue des élections de 2012, et interpellera les formations politiques et divers candidats sur leurs propositions dans ce champ des alternatives économiques. Il ambitionne d'en mesurer la pertinence et d'en proposer l'enrichissement.

Notes

[1] Crédit photo : [Ernst Vikne](#) (Creative Commons By-Sa)

[2] il sera notamment piloté par [Jean Matouk](#), Michel Porta, [Thierry Jeantet](#).

Tu ne partageras pas ta carte marine, nous raconte La Pérouse en 1787

Quand on n'y connaît rien en informatique, il est difficile de s'émouvoir du discours passionné d'un utilisateur de logiciels libres détaillant avec emphase les [quatre libertés](#) garanties par leur licence.



Le libriste pédagogue aura donc souvent recours à des analogies pour éclairer son auditoire, la plus courue étant sûrement celle de la recette de cuisine. Dans ce billet nous nous proposons d'y ajouter l'exemple, ou plutôt le contre-exemple, des [cartes marines](#)^[1].

Plongeons-nous, c'est le cas de le dire, plusieurs siècles en arrière pour retrouver un observateur sceptique face aux règles mises en place par les grandes compagnies maritimes de l'époque pour protéger la connaissance et en tirer profit face à la concurrence.

En effet, j'ai lu récemment et avec beaucoup de plaisir le « [Voyage autour du monde sur l'Astrolabe et la Boussole](#) » du grand navigateur [Jean-François de La Pérouse](#) qui mena une campagne d'exploration scientifique du Pacifique de 1785 à 1789.

Ce récit est empreint d'humanisme, d'intelligence et de

générosité. Le voyage s'est déroulé sur un bateau en bois et à voiles, du temps où ordinateur, GPS et autres [balise Argos](#) n'existaient évidemment pas. Mais, d'un certain point de vue, ces marins avaient un savoir et un savoir-faire supérieurs aux nôtres car ils ne pouvaient avoir recours à ces outils en cas de problèmes.

Dans son journal, La Pérouse note que les capitaines hollandais partant de [Batavia](#) vers le Japon devaient prêter serment, à leur compagnie, de ne pas divulguer leurs cartes marines. Ces cartes qui compilaient l'ensemble des informations collectées par les voyageurs précédents, dans ces terres inconnues où le moindre récif pouvait amener le naufrage.

1787. **N**OTRE navigation, depuis Manille jusqu'à l'île Quelpaert, sur la côte méridionale de la Corée, n'était nouvelle que pour nous ; car les Hollandais font depuis long-temps le commerce du Japon, et envoient tous les ans un ou deux vaisseaux à Nangasacki ; mais j'ignore s'ils dirigent leur route par le canal de Formose, ou s'ils passent dans l'Est de cette île. On m'a assuré que les capitaines faisaient serment, avant leur départ de Batavia, de tenir secrets les détails de leur navigation, et de ne permettre à personne de prendre copie des cartes manuscrites qui leur sont remises. Une semblable précaution annoncerait-elle que d'autres Européens seraient reçus au Japon, et pourraient y faire le commerce concurremment avec eux ? ou la prestation de ce serment n'est-elle qu'un ancien usage qu'on a négligé de réformer ?

Extrait du livre issu de [Gallica](#), le service numérique en libre accès de la Bibliothèque Nationale de France.

Pour les compagnies, l'enjeu était de taille : elles vivaient du commerce des produits du Japon. Elles cherchaient à avoir une position exclusive, pour s'assurer des bénéfices maxima. Afin d'empêcher la concurrence, elles privaient les autres marins de leurs avancées cartographiques, et elles

interdisaient d'éventuels rivaux par des contrats bilatéraux avec les dirigeants locaux.

Le serment des capitaines n'était pas sans conséquence. Un officier de marine convaincu d'avoir permis la consultation de ses cartes à un tiers aurait été dégradé, privé de commandement, banni de son pays.

Mais une autre conséquence c'est que chaque compagnie devait créer ses propres cartes et malheur à celle qui envoyait ses bateaux dans des zones non encore renseignées chez elle.

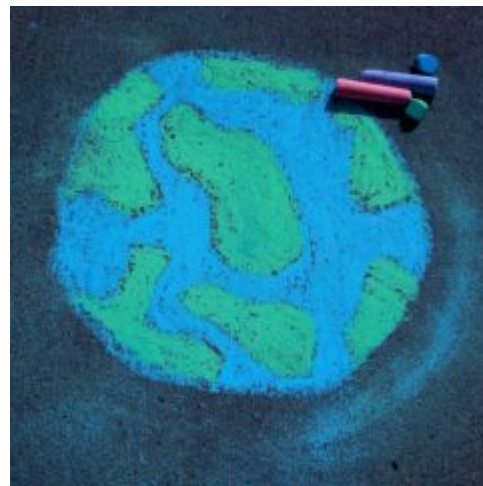
Le logiciel libre est issu de l'informatique mais aussi de tous ceux qui, avant lui, se sont battus pour la non appropriation des [biens communs](#).

Notes

[1] Crédit photo : [Norman B Leventhal Map center at the BPL](#)
(Creative Commons By)

**Internet favorise
l'anglicisation, la
robotisation et la
globalisation du monde ?**

Une courte traduction à la sauce « Café Philo » qui n'est là que pour engager un petit débat avec vous dans les commentaires si vous le jugez opportun.



Anglicisation, machinisation et mondialisation sont ici trois arguments qui font dire à l'auteur qu'Internet est loin d'être neutre et nous oblige implicitement ou explicitement à adopter certaines valeurs, avec toutes les conséquences que cela implique^[1].

Peut-être ne serez-vous pas d'accord ? Peut-être estimerez-vous que l'on enfonce des portes ouvertes ? Peut-être ajouterez-vous d'autres éléments à la liste ?

Les commentaires vous attendent, même si il est vrai que le débat s'est lui aussi déplacé, des forums et des blogs vers les Facebook et Twitter (et en se déplaçant il a changé de nature également).

Un billet à rapprocher par exemple des articles suivant du Framablog : [Code is Law – Traduction française du célèbre article de Lawrence Lessig, Internet et Google vont-ils finir par nous abrutir ?](#), [Quand Internet croit faire de la politique](#) ou encore [notre Tag sur Bernard Stiegler](#).

Utiliser Internet nous force-t-il à adhérer automatiquement à certaines valeurs ?

[Does the use of the internet automatically force us to accept certain values?](#)

*Michel Bauwens – 19 janvier 2011 – P2P Foundation
(Traduction Framalang : Martin et Goofy)*

Ci-dessous une intervention de **Roberto Verzola**, extraite de la liste de diffusion « p2p-foundation » :

« Je suis assez d'accord avec Doug Engelbart, l'inventeur de la souris, quand il dit que nous façonnons nos outils, et que nos outils nous façonnent à leur tour. Il parle d'une co-évolution de l'homme et de ses outils. Nous devrions peut-être appeler cela « un déterminisme réciproque ». Quand il dit « nous façonne », je suppose que le « nous » désigne aussi les relations sociales.

E.F. Schumacher (*Small is Beautiful*) va plus loin encore et je suis aussi entièrement d'accord avec lui. Il écrit (dans *Work*) que dès lors que nous adoptons une technologie (conçue par quelqu'un d'autre probablement), nous absorbons l'idéologie (une manière de voir les choses, un système de valeurs) qui va avec. Schumacher pensait que beaucoup de technologies venaient imprégnées d'idéologies, et que ceux qui pensaient pouvoir en importer une en refoulant l'idéologie qui va avec se trompent. Cette vision met sûrement plus l'accent sur le « déterminisme technologique » que celle de Engelbart, mais je pense tout de même que E.F. Schumacher a raison, du moins pour certaines technologies.

En fait, j'ai analysé Internet avec la perspective de Schumacher, et j'y ai trouvé quelques états d'esprit et systèmes de valeurs que ses utilisateurs sont **obligés** d'absorber, souvent sans en prendre conscience (pour avoir la liste entière [suivre ce lien](#)). Il me suffira d'en mentionner trois :

1. L'usage généralisé de l'anglais dans les technologies liées à Internet, jusqu'aux micro-codes des microprocesseurs, nous force à apprendre l'anglais. Et si vous apprenez la langue anglo-saxonne, vous allez sûrement acquérir certains goûts

anglo-saxons. Apprendre la langue, c'est choisir la culture.

2. L'esprit de robotisation : remplacer les hommes par des machines. Cela prend du sens dans un pays riche en capital (même si ça se discute), mais beaucoup moins dans un pays où le travail prévaut. Quand nous remplaçons la force musculaire par celle des machines, nous sommes en moins bonne santé. Mais que va-t-il se passer si l'on substitue des machines au travail mental ?

3. Le parti pris implicite (en fait, une subvention) en faveur des acteurs globaux, et pour la mondialisation. C'est flagrant si l'on considère la structure des coûts sur Internet : un prix indépendant des distances. Un fichier de 1 Mo envoyé à un collègue utilisant le même fournisseur d'accès à Internet coûte le même prix qu'un fichier de taille équivalente envoyé à l'autre bout du globe. Pourtant le deuxième utilise bien plus de ressources réseau (serveurs, routeurs, bande passante, etc.) que le premier. Ainsi les utilisateurs locaux paient plus par unité de consommation de ressources que les utilisateurs globaux, ce qui est une subvention déguisée à la mondialisation intégrée à Internet tel qu'il est aujourd'hui.

Devons-nous pour autant rejeter cette technologie ? La réponse de Schumacher dans les années 1970 était une technologie intermédiaire/appropriée. Aujourd'hui, Schumacher reste pertinent, seul le vocabulaire a peut-être changé. J'ajouterais que nous devons aussi être impliqués dans la re-conception de la technologie. C'est pourquoi parler d'un Internet alternatif sur cette liste m'intéresse beaucoup.

Je ne voudrais pas m'attacher à priori à une conception figée, que ce soit celle des « choses » qui déterminent les relations sociales, ou celle des relations sociales qui déterminent les « choses ». Je voudrais explorer ces perspectives au cas par cas, et utiliser toute suggestion nouvelle et utile qui pourrait se présenter, qu'elle puisse venir de l'une ou de l'autre (ou des deux). »

Notes

[1] Crédit photo : [Pink Sherbet Photography](#) (Creative Commons By)

La coopération, selon Krishnamurti

Sur ma table de chevet traîne en ce moment un livre de [Krishnamurti](#).



Rien de tel en effet selon moi, pour se vider d'une journée encombrée de données de toutes sortes, que quelques lignes de cette personnalité universelle et iconoclaste qui ne se voulait ni penseur, ni gourou, ni philosophe^[1].

Hier soir, je tombe sur un chapitre dédié à la coopération et au partage.

Tiens, me dis-je, cela n'est pas sans présenter quelques affinités avec mon activité pour Framasoft. Une rapide recherche sur le Web et je retrouve mon passage.

Je n'idéalise pas, loin s'en faut, la coopération qui peut exister au sein du logiciel libre. Égoïsmes mal dissimulés, soif de reconnaissance parfois exacerbée... les passions

humaines s'y exercent ici comme ailleurs. Il n'en demeure pas moins qu'au delà de l'objectif commun, on retrouve souvent ce « plaisir d'être et d'agir ensemble »...

Coopération et partage (extrait)

[URL d'origine du document](#)

Jiddu Krishnamurti – Le sens du bonheur – Points Sagesses

L'un des problèmes de base auquel le monde est confronté est celui de la coopération. Que veut dire le mot « coopération » ? Coopérer, c'est faire des choses ensemble, les construire ensemble, les ressentir ensemble, c'est avoir un objectif commun de manière à pouvoir travailler ensemble librement.

Mais les gens sont généralement peu enclins à collaborer naturellement, facilement, avec bonheur ; ils ne le font que contraints et forcés par divers modes de persuasion : la menace, la peur, le châtement, la récompense. C'est une pratique répandue dans le monde entier. Sous des gouvernements tyranniques, on vous force à travailler ensemble de manière brutale : si vous ne « coopérez » pas, vous êtes liquidé ou envoyé dans un camp de concentration. Dans les pays prétendument civilisés, on vous incite à travailler ensemble grâce au concept de patrie, ou au nom d'une idéologie très soigneusement élaborée et largement propagée pour que vous l'acceptiez ; ou bien vous travaillez ensemble pour faire aboutir un projet conçu par d'autres, un programme visant à l'utopie.

C'est donc le projet, l'idée, l'autorité qui incitent les gens à travailler ensemble. C'est cela qu'on appelle en général la « coopération », et le terme sous-entend toujours la notion de châtement ou de récompense, ce qui signifie que derrière cette « coopération » se cache la peur. Vous travaillez toujours pour quelque chose, pour le pays, pour le roi, pour le parti,

pour Dieu ou le Maître, pour la paix, ou pour mettre en œuvre telle ou telle réforme. Votre idée de la coopération, c'est de travailler ensemble en vue d'un résultat particulier. Vous avez un idéal édifier l'école parfaite, ou que sais-je encore auquel vous travaillez, et vous dites donc que la coopération est nécessaire. Tout cela implique l'intervention d'une autorité, n'est-ce pas ? Il y a toujours quelqu'un censé savoir ce qu'il convient de faire, ce qui vous amène à dire : « Nous devons coopérer à l'exécution du projet. »

Je n'appelle pas cela de la coopération, mais alors pas du tout ! Loin d'être de la coopération, c'est une forme d'avidité, une forme de peur, de coercition, dissimulant une menace : si vous refusez de coopérer, le gouvernement ne vous reconnaîtra pas, ou bien le plan quinquennal va échouer, ou bien on va vous envoyer dans un camp de concentration, ou bien votre pays va perdre la guerre, ou bien vous risquez de ne pas aller au ciel. Il y a toujours un argument de persuasion, et dans ce cas il ne peut y avoir de coopération réelle.

Lorsque vous et moi travaillons ensemble simplement parce que nous nous sommes mis d'accord pour effectuer une tâche, ce n'est pas non plus de la coopération. Dans tout accord de ce genre, ce qui compte c'est l'accomplissement de la tâche, pas le travail en commun. Vous et moi pouvons être d'accord pour bâtir un pont, ou construire une route, ou planter des arbres ensemble, mais dans cet accord il y a toujours la peur du désaccord, la crainte que je ne fasse pas ma part de travail et ne vous en laisse effectuer la totalité.

Lorsqu'on travaille ensemble suite à une forme quelconque de persuasion ou en vertu d'un simple d'accord, ce n'est pas de la coopération, car derrière tous les efforts de ce type se cache la volonté de gagner ou d'éviter quelque chose.

Pour moi, la coopération est tout autre chose. C'est le plaisir d'être et de faire ensemble mais pas forcément de faire une chose en particulier. Comprenez-vous ? Les jeunes

enfants ont normalement cet instinct d'être et de faire ensemble, l'avez-vous remarqué ? Ils sont prêts à coopérer à tout. Il n'est pas question d'accord ou de désaccord, de châtement ou de récompense : ils ont seulement envie de se rendre utiles. Ils coopèrent instinctivement, pour le plaisir d'être et d'agir ensemble. Mais les adultes détruisent cet esprit de coopération naturel et spontané chez les enfants en disant : « Si vous faites telle chose, je vous récompenserai ; si vous ne faites pas telle chose, vous n'irez pas au cinéma », ce qui introduit un élément corrupteur.

La coopération authentique ne naît donc pas simplement d'un accord visant à réaliser un projet commun, mais de la joie, du sentiment d'unité, si l'on peut dire ; car dans ce sentiment n'entre pas l'obstination de la conception personnelle, de l'opinion personnelle.

Quand vous saurez ce qu'est cette coopération-là, vous saurez aussi quand il faut refuser de coopérer, ce qui est tout aussi important. Vous comprenez ? Nous devons tous éveiller en nous cet esprit de coopération, car ce ne sera pas alors un simple projet ou un simple accord qui nous poussent à travailler ensemble, mais un extraordinaire sentiment d'unité, une sensation de joie à être et à agir ensemble hors de toute notion de châtement ou de récompense. Ce point est très important. Mais il est tout aussi important de savoir quand il faut dire non ; car nous risquons, par manque de discernement, de coopérer avec des gens malavisés, avec des leaders ambitieux porteurs de projets grandioses, d'idées fantastiques, comme Hitler et d'autres tyrans qui sévissent depuis la nuit des temps. Nous devons donc savoir quand refuser de coopérer ; et ce n'est possible que si nous connaissons la joie de la véritable coopération.

Il est important de discuter ensemble de cette question, car lorsqu'on nous suggère de travailler en commun, votre réaction immédiate risque d'être : « Pour quoi faire ? Qu'allons-nous faire ensemble ? » Autrement dit, la chose à faire compte plus

que le sentiment d'être ensemble et de collaborer ; et quand la chose à faire le projet, le concept, l'utopie idéologique prend le pas sur le reste, il n'y a pas de coopération véritable. Nous ne sommes plus liés alors que par l'idée ; et si une idée peut nous lier, une autre peut nous diviser. Ce qui compte, c'est donc d'éveiller en nous-mêmes cet esprit de coopération, ce sentiment de joie et d'action commune, hors de toute considération de châtement ou de récompense. La plupart des jeunes ont cet esprit-là, spontanément, librement, à condition qu'il ne soit pas corrompu par leurs aînés.

Notes

[1] Crédit photo : [Bibliothèque du Congrès des États-Unis](#) (Wikimedia Commons)

La promiscuité sans fil des réseaux WiFi publics

Se connecter à un [Wifi](#) public dans un parc, une gare ou un café ^[1] pour accéder à Internet, c'est un peu comme passer par la salle d'attente du médecin avant une consultation. Dans les deux cas, vous avez confiance en votre destination ^[2], mais vous êtes au préalable enfermé dans un espace avec des étrangers, tous plus ou moins malades.



En effet, le WiFi d'un café vous connecte, comme la salle d'attente, avec votre entourage direct, sans que vous ayez rien demandé. Or, si votre dossier médical est confidentiel,

il suffit de faire tomber ses papiers dans une salle d'attente pour que toutes les personnes présentes puissent les lire, et il suffit de se connecter (via un WiFi public) à un service qui n'utilise pas le protocole HTTPS pour que votre entourage connecté puisse s'immiscer dans votre session et votre intimité.

Les coupables ? Les sites conservant à votre place des éléments de votre vie privée d'une part, et proposant d'autre part et sans la protection du petit cadenas qui dénote de l'utilisation du protocole HTTPS, de « garder votre session ouverte » grâce à un [cookie](#). Si vous y prenez garde, ce n'est pas le cas des services en ligne de votre banque.

Toutefois, si l'auteur est assez pessimiste dans son petit billet complémentaire (reproduit ici à la suite du premier) face aux moyens de protection à notre disposition, il existe plusieurs extensions Firefox pour limiter les risques sans trop se compliquer la vie, citons (sur les bons conseils de Goofy) [HTTPS Everywhere](#), et [Force-TSL](#). De plus, il me semble également assez simple de se connecter, où qu'on soit, d'abord à un [VPN](#) personnel, ou directement en [SSH](#) sur son serveur à soit (voir l'extension [Foxyproxy](#) de Firefox), pour surfer ensuite l'esprit tranquille et sans laisser de traces locales, comme si on était à la maison. D'ailleurs, votre [WiFi](#) chez vous, il est protégé comment ?

Quand le berger prévient les moutons à New York City

[Herding Firesheep in New York City](#)

Gary LosHuertos – 27 octobre 2010 –
TechnologySufficientlyAdvanced.blogspot.com
Traduction Framalang : Goofy, Pablo, cheval_boiteux

On a beaucoup parlé de [Firesheep](#) ces derniers jours. Cette

extension gratuite pour Firefox récolte pour vous les cookies qui sont envoyés depuis un réseau WiFi non protégé n'utilisant pas le protocole [SSL](#). Vous la mettez en route, elle collecte les cookies de Facebook, Twitter et de 24 autres sites (par défaut). Ensuite, vous pouvez voler l'identité d'un compte et obtenir l'accès sous cette identité.

L'extension n'a rien de scandaleux en elle-même. Si vous êtes un développeur un peu compétent, vous savez depuis longtemps que cette faille existait, n'est-ce pas ? Mais quid du reste du monde ? Tous ces gens qui n'ont jamais entendu parler de cette nouvelle menace si facile d'accès, qui n'ont pas été alertés par leurs amis, qui ne regardent pas [Engadget](#), ni [Slashdot](#), ni ABC ProneWS7 à [Amarillo](#) ?

Je me suis dit que j'allais faire passer le message et aider les béotiens après leur travail, puisqu'il y a un grand [Starbucks](#) tout près de chez moi. J'y suis allé, j'ai acheté un peu de nourriture malsaine, j'ai ouvert mon portable et lancé Firesheep. Moins d'une minute plus tard, j'avais cinq ou six identités disponibles dans le panneau latéral. Trois d'entre elles étaient sur Facebook.

Absolument rien de surprenant ; Firesheep n'est pas magique, et tous ceux qui vont au Starbucks savent qu'un tas de gens y mettent à jour leur statut Facebook sans faire attention, tout en sirotant leur café au lait. J'ai pensé que j'allais y passer un peu plus de temps, j'ai donc écouté un peu de musique, parlé à quelques amis, et le plus important (mais pas le plus simple) je n'ai navigué sur aucun site avec le protocole standard HTTP (et surtout pas sur Facebook évidemment).

Environ une demi-heure plus tard, j'avais récolté entre 20 et 40 identités. Puisque Facebook était de loin le service le plus représenté (et qu'il détient plus d'informations personnelles que Twitter) j'ai décidé d'envoyer aux utilisateurs des messages depuis leur propre compte, pour les

avertir des risques auxquels ils s'exposaient. J'ai fait un modèle de message sympa qui précisait la localisation du Starbucks, la nature de la vulnérabilité, et comment y remédier. J'ai envoyé des messages aux 20 personnes autour de moi.

J'ai nettoyé le panneau latéral, retiré mes écouteurs, et j'ai attendu. J'ai entendu quelqu'un marmonner un juron pas très loin, et me suis demandé si mon message en était la cause. Pendant le quart d'heure suivant, je n'ai entendu strictement personne parler de ce qui venait se passer (pourtant ceux qui fréquentent les Starbucks ne sont le plus souvent pas du genre à tenir des conversations discrètes). Pourtant, j'ai pu vraiment constater une nette chute du nombre d'identités que je pouvais récolter quand j'ai relancé Firesheep.

C'était un soulagement – en voilà qui avaient compris le message. Avec un peu de chance, ils allaient alerter leurs amis, mettre à l'abri leur femme et leurs enfants. J'ai de nouveau nettoyé le panneau latéral, et après une vingtaine de minutes de conversations impromptues j'ai vu que cinq identités que j'avais déjà croisées étaient revenues dans mon troupeau.

C'était assez surprenant. Avaient-ils reçu le premier message ? Je me suis mis sur leur compte avec leurs identifiants, et en effet ils l'avaient reçu. L'un d'entre eux était même sur Amazon.com, site contre lequel j'avais mis en garde dans mon premier message. Je l'ai choisi pour première cible : j'ai ouvert sa page perso sur Amazon, j'ai repéré un truc sur lequel il avait récemment jeté un coup d'œil et lui ai envoyé un mot : « non, c'est pas sérieux » sur Facebook depuis son propre compte, avec un clin d'œil sur ses goûts musicaux.

J'ai encore une fois effacé les identités, attendu dix minutes, et lorsque j'ai à nouveau rassemblé mon troupeau avec Firesheep, il était parti. Mais il y en avait encore quatre

qui restaient là. Peut-être, me suis-je dit, qu'ils ont cru que c'était un message d'avertissement automatique les ciblant au hasard (bien que j'aie mentionné leur localisation dans un rayon d'une trentaine de mètres). Donc, un dernier message était nécessaire.

J'ai bricolé un très court message (le premier était peut-être trop long ?) et je l'ai envoyé aux quatre, une fois encore avec leur propre compte :

« C'était vraiment pas une blague l'avertissement sur la sécurité. Je n'enverrai plus d'autre message après celui-ci — à vous de prendre sérieusement en main votre propre sécurité. Vous êtes au Starbucks [XYZ](#) connecté de façon non sécurisée, et absolument n'importe qui peut accéder à votre compte avec l'outil approprié nécessaire (et disponible à tous). »

Vingt minutes ont passé, et tous les quatre utilisaient encore Facebook frénétiquement. Encore une fois, j'ai envisagé qu'ils auraient pu ne pas recevoir le message, mais en vérifiant leur compte j'ai vu qu'ils l'avaient bel et bien reçu.

Voilà ce qu'il y a de plus choquant à propos de la sécurité sur Internet : ce n'est pas que nous soyons tous scotchés sur un réseau global qui tient avec des bouts de sparadrap et laisse béants d'horribles failles de sécurité ; ce n'est pas non plus qu'un outil librement disponible puisse récolter des cookies d'authentification ; et ce n'est toujours pas qu'il y ait des gens pas du tout au courant de l'un ni de l'autre. Ce qui est absolument incompréhensible, c'est qu'après avoir été averti d'un danger (et sur son propre compte !) on puisse tranquillement ignorer l'avertissement, et reprendre le fil de ses activités.

Mais enfin j'ai tenu parole et n'ai pas envoyé d'autre message. J'ai rangé mon matériel, fait un petit tour dans le café, et reconnu plusieurs personnes auxquelles j'avais montré

leur vulnérabilité. Je n'avais pas laissé d'indices sur ma propre identité, moins par crainte de rétorsion que parce que l'intrusion dans la vie privée est encore plus traumatisante quand elle est commise par un étranger complet, dont on n'a pas la moindre chance de découvrir l'identité.

En revenant chez moi, j'ai réfléchi à ce que cette expérience révélait de notre société. Peu importe le nombre de mesures de sécurité que nous procurons au monde entier, il y aura toujours des gens qui laisseront la porte ouverte, même s'ils ont été victimes d'une intrusion. **Le maillon le plus faible de la sécurité c'est et ce sera toujours la décision de l'utilisateur.**

De retour dans mon appartement, j'ai commencé à m'installer – et c'est le moment où je me suis rendu compte que pendant toute la soirée j'avais eu la braguette grande ouverte. La preuve par neuf finalement : nous nous baladons tous avec des vulnérabilités qu'il nous reste à découvrir.

Addendum

[Herding Firesheep Addendum](#)

*Gary LosHuertos – 04 novembre 2010 –
TechnologySufficientlyAdvanced.blogspot.com
Traduction Framalang : Siltaar, RaphaelH, Goofy*

À la suite du billet précédent, je me suis dit qu'en voulant faire court j'avais omis quelques informations. Ceci sert donc d'addendum à mon précédent billet, et a été rédigé de la manière la plus courte possible.

Le message original envoyés aux clients était le suivant :

Comme vous utilisez Facebook sans chiffrement dans un Starbucks, votre compte a été compromis. Je ne suis qu'un amical client du Starbucks qui a souhaité vous prévenir de cette vulnérabilité.

Vous pouvez en apprendre davantage en cherchant des informations sur « Firesheep ». Il n'y a pas vraiment de solutions disponibles pour protéger votre compte Facebook lorsque vous êtes connectés à un réseau public, et je vous recommande donc simplement de ne pas vous y connecter lorsque vous êtes dans un Starbucks. Cette faille affecte également Twitter, Amazon.com, Google (mais pas Gmail), et quantité d'autres services.

Votre mot de passe n'a pas été compromis. Vous déconnecter de Facebook est tout ce que vous avez besoin de faire.

Pour préciser mes motivations, laisser un compte Facebook sans protection ne signifie pas seulement que quelqu'un peut regarder vos photos, vos coups de cœurs et messages. Un compte Facebook compromis donne à quelqu'un d'autre l'accès à votre identité, lui permettant de se faire passer pour vous auprès de vos amis, ruinant potentiellement des relations. S'il est possible de rattraper les choses ensuite, le temps et l'énergie que ça demande sont importants, surtout pour quelqu'un qui a beaucoup d'amis. Quelqu'un envoyant un faux message à l'un de vos amis n'est peut être pas un gros problème, mais un faux message envoyé à 500 de vos amis est déjà plus gênant. D'autant plus qu'il peut y avoir des collègues de travail, des membres de votre famille, ou des clients dans ces 500 personnes.

Concernant la légalité de mes actions : ça n'était pas l'objet de mon article. On peut toujours spéculer sur fait que je finisse en prison, mais c'est hors sujet par rapport à ce dont je parle dans mon billet : les sites non protégés comme Facebook et Twitter sont dangereux pour leurs utilisateurs. Il semble plus intéressant de consacrer son énergie à faire passer le mot plutôt que de [troller](#) sur mon éventuelle incarcération.

Enfin concernant ce que les utilisateurs peuvent faire, la

meilleure réponse à l'heure actuelle est : rien. Ne vous connectez pas aux réseaux non protégés pour utiliser ces sites web, ou bien utilisez une application qui n'utilise pas d'authentification par cookie non protégée (pour ce que j'en sais, l'application Facebook pour iPhone ne le ferait pas). Assurez-vous que votre réseau WiFi domestique est chiffré en WPA, voire en WPA2 (le WEP est trivialement déchiffrable). Si vous utilisez Facebook au travail sur une connection sans-fil, vérifiez le chiffrement du réseau. **La faille de sécurité ne vient pas seulement de Firesheep, elle vient du manque de protection des connexions.** La menace la plus grande vient des outils automatisés qui existent depuis des années ^[3].

Notes

[1] Crédit : [CarbonNYC](#) David Goehring Creative Commons By

[2] Et le sujet ici, n'est pas savoir si cette confiance est bien placée...

[3] Voir la magie des Google Cars expliquées par [PCINpact](#) ou [ZDNet](#) par exemple...

Quand le hacker se découvre parasite !

Pour peu [qu'on ne le confonde pas avec le cracker](#) et [qu'il ne perde pas en route sa pureté originelle](#), la figure du hacker a bonne presse actuellement.



Tellement bonne presse que certains n'hésitent pas à en faire une sorte de nouvel héros des temps modernes.

Sauf si l'on rejette en bloc cette modernité.

Attention les yeux, l'article que nous vous proposons reproduit ci-dessous est une très virulente critique d'un livre souvent cité en référence sur ce blog: [L'Éthique hacker](#) de [Pekka Himanen](#). Mais précisons d'emblée qu'il n'est pas nécessaire de l'avoir lu pour suivre le propos.

Il émane des [courants anti-industriels](#) qui se caractérisent par une critique radicale de toutes les technologies issues des révolutions industrielles de ces deux derniers siècles^[1].

Dans ce cadre-là, le problème n'est pas de défendre les libertés menacées d'Internet, le problème c'est Internet lui-même. La posture du hacker est alors au mieux inutile et au pire complice voire [idiot utile](#) du système.

Ici notre hacker tombe bruyamment de son piédestal et ne s'en relève pas.

Il va de soi que nous ne partageons pas le point de vue de l'auteur. Mais il nous semble cependant intéressant d'offrir de temps en temps un espace à nos contradicteurs. Ne serait-ce que pour ne pas s'enfermer dans une sorte de discours « librement correct » redondant et ronronnant.

Les hackers et l'esprit du parasitisme

[URL d'origine du document](#)

Los Amigos de Ludd – août 2009 – Pièces et Main d'Oeuvre

Nous incluons dans cette livraison un commentaire de l'ouvrage *L'Éthique hacker et l'esprit de l'ère de l'information*, appelé à devenir la profession de foi d'une nouvelle génération de technoconvaincus partageant la certitude que les décennies à

venir leur appartiennent. Son auteur, Pekka Himanen, est le nouvel hérétique de cette éthique du travail coopératif et passionné, à mille lieues des éthiques protestantes et catholiques fondées sur le travail esclave et la mortification rétribués dans l'Au-delà.

Notre époque, qui plus que tout autre récompense l'irresponsabilité, favorise l'apparition de doctrines ahurissantes concoctées dans les laboratoires insonorisés des universités et des entreprises d'un monde qui s'écroule de toutes parts. Des volumes considérables de matière grise sont mobilisés pour nous montrer les voies d'accès à la vie radieuse que nous sommes tous invités à embrasser si nous ne voulons pas rater le coche de l'émancipatrice modernité. C'est ainsi qu'il y a quelques années déjà, nous avons eu vent de l'existence de ces hackers qui aujourd'hui brandissent l'étendard de leur nouvelle éthique.

Disons d'emblée que le pastiche du ci-devant Himanen n'aurait pas attiré notre attention une seule seconde, n'était le relatif intérêt qu'il a suscité chez ceux qui appartiennent à ce que nous pourrions nommer pieusement les « milieux radicaux ». Ce qui fait problème ce n'est pas que le livre d'Himanen soit une compilation de banalités et d'envolées lyriques, mais qu'il ait été possible de rêver, ne serait-ce qu'un seul instant, que ce livre puisse être mis en perspective avec la pensée critique. D'où vient ce malentendu ?

Nous ne nous engagerons pas ici, une fois de plus, dans une critique de la société technicisée, une réalité qui, au bout du compte, fournit le seul argument tangible plaidant en faveur du fait que les thèses des hackers ont pu s'imposer dans certains milieux avec autant de force. Néanmoins, nous n'allons pas nous priver de mettre en évidence quelques-unes des incongruités qui nous ont sauté aux yeux à la lecture du livre d'Himanen.

Ce que Pekka Himanen a nommé de manière ambitieuse « éthique hacker » – le seul fait de pousser l'ambition jusqu'à s'auto-décerner une éthique est en soi quelque chose d'assez suspect –, n'est rien d'autre que la sauce idéologique grâce à laquelle les hackers souhaitent donner un certain prestige à leur vie de néocréateurs, de néosavants voire de néoleaders spirituels. Si jamais ces gens-là réussissent à créer un véritable mouvement de masse, et à y tenir leur place, ils seront parvenus une fois de plus à démontrer l'inusable élasticité du système actuel, où l'ambition technique collective n'entre pas nécessairement en conflit avec l'ambition économique privée, les deux s'accordant bien pour diffuser la propagande en faveur du progrès et de ses réseaux technologiques aux quatre coins de la planète. C'est un fait avéré que, dans les années 1980, 1990, se sont développées des technologies qui ont débordé du cadre traditionnel de leur appropriation capitaliste. Dans la société totale des réseaux planétaires, les technologies de l'information passent par-dessus le contrôle des entreprises privées, et l'impératif technique s'est à ce point emparé de la société qu'il requiert à présent la collaboration de tous et de chacun : pour être en mesure de maintenir le contrôle sur tout ce qui se sait, il faut bien que chacun soit informé un minimum de tout ce qui a trait à l'exercice du contrôle. C'est ainsi que la « société en réseau » est devenue un sujet d'orgueil démocratique pour les nouvelles masses, satisfaites de leur collaboration à l'informatisation des peuples et des nations. Littéralement, tout le monde participe, tout le monde y *arrive*, personne ne reste à la traîne. Les envahis sont les envahisseurs.

La société en réseau est l'exemple le plus évident de la façon dont la société occidentale parachève l'extension planétaire de son mode de vie. D'un côté, la guerre économique et la violence du marché, de l'autre, la propagande d'un monde interconnecté dont tout le monde peut faire usage au même titre. Et, au beau milieu, une mythologie futuriste fondée sur le jeu et le délire collectif qui font entrer en scène les

Ulysse de la nouvelle odyssee informatique, ces hackers qui se présentent comme l'élite aventurière des générations futures.

Quand Himanen critique les éthiques chrétiennes et protestantes du travail, il pose les premières pierres de son analyse fragmentaire. Son intention est de présenter le travail du hacker comme une activité fondée sur la créativité et le jeu passionné (bien supérieure aux activités productives de survie ou aux liens sociaux typiques du travail). D'après lui, l'activité du hacker est un jeu, au sens noble du terme. Pour Himanen, le hacker s'est affranchi de tout ce qui relève de la survie, un chapitre vulgaire de sa vie qu'il doit traverser le plus rapidement possible. Ce présupposé admis, il va de soi que tout ce qui adviendra par la suite sera totalement gratuit, puisque, en somme, l'éthique hacker se doit de considérer comme naturellement constitué le monde matériel qui l'entoure. La vie du hacker commence à ce moment précis : il existe une société à l'état brut qui, pour des raisons qui restent mystérieuses, garantit la survie et le fonctionnement des échanges économiques, simples bagatelles auxquelles le hacker, essentiellement absorbé par les échanges symboliques et scientifiques, n'a aucune de ses précieuses minutes à consacrer.

Par ailleurs, le hacker mène son activité librement et inconditionnellement. Sorte de mélange entre le bohémien du XIXe siècle et le penseur oisif de l'Athènes classique, il a besoin de liberté d'action et de temps libre pour s'organiser à son aise.

Himanen écrit :

Un autre élément important dans la façon particulière des hackers d'aborder le travail est leur relation au temps. Linux, Internet et l'ordinateur personnel n'ont pas été conçus pendant les heures de bureau. Quand Torvalds a écrit ses premières versions de Linux, il travaillait tard dans la nuit et se levait en début d'après-midi pour poursuivre sa

tâche. Parfois, il abandonnait son code pour jouer avec son ordinateur ou pour faire complètement autre chose. Ce rapport libre au temps est depuis toujours un élément caractéristique des hackers qui apprécient un rythme de vie à leur mesure (p. 37).

Une déclaration spécialement irritante, qui fait irrésistiblement penser à ce que disent les étudiants boursiers récemment débarqués sur les campus lorsqu'ils se targuent de prendre du bon temps tout en se gaussant de la vie bêtement routinière du monde des employés. De telles attitudes sont le propre d'individus chéris de la société, jouissant du privilège de rayonner dans tous les sens et considérant leurs concitoyens comme des bêtes curieuses condamnées à faire des allers et retours dans leur cage. Mais il y a plus. En digne représentant qu'il est de notre époque artificielle, Himanen va jusqu'à négliger les limites du monde naturel où, jusqu'à nouvel ordre, l'activité humaine doit s'inscrire, ne serait-ce que parce qu'elle reste tributaire d'une contrainte énergétique et pratique incontournable : la lumière du jour. Par où l'on voit que le travail des hackers est à ce point séparé du monde de la production, dont ils ne laissent pourtant pas de dépendre pour le moindre de leur geste, qu'ils ont oublié jusqu'à l'existence d'une nature avec ses rythmes à respecter, parce que c'est sur eux que se fonde l'activité des sociétés humaines. Ces vérités de toujours, croulant sous le fardeau de décennies de technicisation, finiront bien par éclater un jour, quand bien même il sera alors trop tard.

Par-delà sa défense et son illustration du mode de vie hacker en tant que style personnel caractérisé par le rejet des éthiques chrétiennes et protestantes, Himanen présente, dirons-nous, trois autres piliers du hackerisme : un modèle de connaissance, un modèle de communication et un modèle de société responsable.

En ce qui concerne le premier, Himanen voit d'un bon oeil la

« société en réseau » ou « académie en réseau » en forme de gigantesque communauté scientifique accouchant de nouveaux paradigmes de la connaissance dans une ambiance coopérative et antihiérarchique, l'élève n'étant plus un simple récepteur des savoirs mais un sujet actif impliqué dans leur création. Au passage, Himanen commet l'erreur grossière d'attribuer à la technologie une qualité qui lui est absolument étrangère, celle d'avoir des effets bénéfiques sur la diffusion et le développement des connaissances, alors que l'inverse est notoire : l'augmentation des moyens technologiques s'est en réalité traduite par une chute abyssale du niveau des connaissances, mais aussi par un recul dans leur appropriation réelle et par l'apparition dans la société de pans entiers de gens devenus incapables d'acquérir par eux-mêmes un savoir autonome. La confiance placée dans le progrès technique a été une des causes d'effritement majeure de la confiance en soi et de l'autonomie intellectuelle, et la pensée de *ceux qui pensent* encore a perdu en vivacité et en capacité de se remettre en question (l'opuscule d'Himanen en est une preuve). On peut toujours parler, effectivement, de développement fantastique du savoir scientifique, de cohésion sans précédent entre les différentes sphères de la connaissance, mais aucun de ceux qui tiennent ce discours ne parlera de ce qu'il y a derrière – ou devant, c'est selon – toutes ces merveilles : l'appui du pouvoir industriel et financier et le profit qu'il en tire. Et tandis que la science se corrompt en se mettant au service de l'exploitation généralisée, tandis que les thèses universitaires, les articles et les communications scientifiques s'entassent dans les banques de données, il devient impossible de trouver au sein de cette masse gigantesque de savoirs et d'opinions la moindre parcelle d'indépendance intellectuelle. Cela, Himanen semble l'ignorer.

Selon lui :

II va sans dire que l'académie était très influente bien avant les hackers du monde informatique. Par exemple, depuis

le XIXe siècle chaque technologie industrielle (électricité, téléphone, télévision, etc.) aurait été impensable sans le soutien des théories scientifiques (p. 81)

Un exemple parfait des tours de passe-passe intellectuels dont notre époque regorge ! Comment ne pas voir que ce qu'Himanen appelle « théorie scientifique » ne s'était pas encore, à cette époque comme c'est le cas aujourd'hui, tout entière mise à la remorque des applications technologiques et industrielles qui lui imposaient leur rythme et leurs demandes ?

Himanen ajoute :

La dernière révolution industrielle a déjà marqué une transition vers une société qui dépend beaucoup des résultats scientifiques. Les hackers rappellent qu'à l'ère de l'information, c'est le modèle académique ouvert qui permet la création de ces résultats plus que les travaux scientifiques individuels.

Cela signifie tout simplement, que loin de se traduire par une montée en puissance du savoir indépendant, cette université ouverte a au contraire apporté dans son sillage la servitude aujourd'hui omniprésente sur tous les campus, dans tous les laboratoires, les bureaux, les colloques et revues scientifiques de la planète. L'« Académie en réseau » d'Himanen est une tour de Babel où tout le monde est tenu de parler la même langue, où tout le monde est d'accord avec tout le monde et où personne ne peut conquérir un espace qui lui soit propre – ce que nombre de chercheurs lucides seraient prêts à reconnaître si leurs voix trouvaient des occasions de se faire entendre au milieu du vacarme des autoroutes de l'information.

Dès l'instant où nous posons la question de la valeur d'usage pour la société du savoir produit sur le réseau, nous devons saisir à la racine le modèle du savoir hacker comme

construction collective, et nous demander quelle place il peut bien occuper dans une société qui s'active en vue de son émancipation. Il ne suffit pas, loin de là, de *libérer l'information* si on ne livre pas simultanément à un examen radical le contenu et les fins de cette information ; l'utopie hacker pourrait bien être en train de faire miroiter un monde merveilleux d'échanges immatériels sur fond d'une société ravagée par l'exploitation et les catastrophes environnementales (ce qui est le cas).

Les arguments auxquels recourt Himanen pour défendre l'usage émancipateur et collectif du réseau touchent des sommets dans l'art de la tergiversation quand il aborde la question du modèle de communication dans une *société ouverte*. C'est là qu'Himanen ébauche en quelques lignes le synopsis du totalitarisme technologique du monde libre dans son irrésistible marche vers le progrès. Sa pensée peut être ainsi résumée :

1. La société en réseau est une forme techniquement évoluée de la société ouverte et libérale née il y a plus de deux siècles. C'est dire que la société en réseau intègre les valeurs de défense des droits de l'individu et de ses libertés civiles, pour leur fournir des moyens toujours plus perfectionnés grâce auxquels elles puissent se répandre et se développer.
2. La preuve la plus récente de l'accroissement des possibilités techniques du processus de civilisation est le rôle joué par les technologies de l'information lors du conflit yougoslave de 1999.

Voici ce qu'Himanen écrit à ce sujet :

Pendant les attaques aériennes de l'Otan destinées à mettre fin aux massacres (c'est nous qui soulignons), les médias traditionnels étaient pratiquement aux mains du gouvernement (p. 109).

À travers l'organisme Witness, qui dénonçait la violence et les agressions, la technologie a servi de relais pour révéler le massacre au grand jour et désobstruer les canaux de la vérité.

Vers la fin du conflit, l'organisation Witness a formé quatre Kosovars pour qu'ils collectent sur support numérique les preuves visuelles de violation des droits de l'homme. Le matériel était ensuite transmis hors du pays via Internet grâce à un ordinateur portable et un téléphone satellite. Ces éléments ont été remis au Tribunal pénal international (p. 99).

Derrière ces paroles on perçoit la silhouette des héros médaillés de la fin de l'histoire. Dans le *monde libre* où les hackers prennent leurs aises, la vérité est un facteur qui dépend de l'intervention sur les canaux d'information. Et la vérité suffit à elle seule à démasquer le mal. Pour Himanen, la technologie est le seul moyen objectif d'obtenir la transparence pour une société qui ne tolère plus les tyrans cruels du style Milosevic.

Mais pour pouvoir accepter tout cela, il faut au préalable avoir accepté comme bonnes toutes les valeurs de la société de marché planétaire, de ses stratégies de conquête et d'évacuation de zones habitées. Il faut avoir abandonné toute velléité de résistance aux mensonges des groupes tout-puissants qui gèrent la paix, l'ordre et la pauvreté en suivant les caprices de l'économie politique moderne. Il faut avoir déchargé les masses en Occident de toutes leurs responsabilités et compter sur leur acceptation passive d'un mode de vie destructeur. Croire dans ces conditions que la technologie peut être mise au service d'une fin bénéfique signifie qu'on prend pour argent comptant la farce humanitaire qui sert de vitrine aux systèmes en charge de la servitude contemporaine, et les mensonges de leurs leaders élus.

Au fond, cela n'a rien de surprenant venant de la doctrine hacker. Chaque fois qu'il met l'accent sur la confidentialité, sur l'information et la vie privée, Himanen nous donne une preuve de ses origines bourgeoises. Tout cela, ce sont des valeurs qui appartiennent à la société libérale, qui toutes virent le jour pour former le socle de l'économie d'entreprise en cours de formation.

La défense de la vie privée, qui obsède Himanen, est le cheval de bataille des hackers, qui sont cependant très attentifs à maintenir la séparation artificielle d'origine bourgeoise entre la sphère publique et la sphère privée. Les fanatiques de la démocratie formelle sont tout prêts à brandir l'anathème du goulag à la seconde même où la discussion s'aventure sur ce terrain. Comme on le sait, la construction de l'enceinte privée a été la pierre de touche de l'idéologie forgée par la bourgeoisie pour légitimer le nouveau pillage fondé sur l'individualisme et la concurrence effrénée. Ce qui était en jeu, c'était la fameuse *liberté négative*, socle du droit libéral, autrement dit la liberté de ne pas être dérangé dans ses propres affaires. Jamais mafia ne trouva meilleur moyen de protéger ses affaires, à un moment où elle s'était ostensiblement rendue maîtresse de la quasi-totalité des richesses. Les phraséologies parlementaire, journalistique, légaliste, civique, etc., ont servi aux couches socioprofessionnelles compromises avec cette mafia à rendre crédible la farce d'une société unie. La leçon n'a pas été perdue pour Himanen, qui, en bon progressiste qu'il est, transpose cette phraséologie à la défense des droits individuels et au droit à une information véridique.

Si la doctrine hacker et son combat contre l'ingérence de l'État et des entreprises dans la sphère privée ont pu être assimilés aux pratiques de contre-information si prisées des milieux gauchistes, c'est justement parce que ces derniers en sont graduellement venus à adopter une position purement réactive face au monde de l'information monopolisé par les

grandes agences et les grands groupes d'intérêts. La leçon à tirer de tout cela est qu'il faut tenir ferme sur la critique unitaire de ce que produit le monde de la marchandise, seule manière d'éviter la fétichisation galopante des droits formels qui encadrent l'assignation permanente de l'individu dans le monde marchand^[2].

Le discours d'Himanen sur la technologie et la guerre ne va pas sans l'acceptation d'un monde chosifié par les techniques et par l'économie politique. Dès l'instant où il sépare le monde de la production à la fois de ses conséquences sur les modes de vie et de l'idéologie technique qui réclame toujours plus de moyens pour renforcer son autarcie, il est normal qu'il fasse preuve de partialité dans son analyse des moyens techniques : voyant en eux des instruments qui peuvent servir à faire tomber les tyrans, il méconnaît qu'ils sont en fait la forme achevée sous laquelle chaque tyrannie économique d'aujourd'hui a besoin de se montrer – en construisant de toutes pièces la vie dépendante de la marchandise hypostasiée.

Pour finir, l'utopie technolibérale d'Himanen verse fatalement dans l'humanitarisme assistanciel. C'est ce que lui-même nomme sans vergogne « la préoccupation responsable ». Se référant à quelques hackers assez connus, il montre qu'ils sont tous au top niveau de l'engagement social :

Par exemple, Mitch Kapor soutient un programme global de protection de l'environnement et de la santé destiné à régler les problèmes sanitaires engendrés par les activités des entreprises. Sandy Lerner, qui a quitté Cisco Systems en compagnie de Léo Bosach avec 170 millions de dollars en actions, a utilisé cet argent pour créer une fondation consacrée à la lutte contre les mauvais traitements infligés aux animaux (p. 132).

Une philanthropie informatique qui mérite sûrement d'être vantée ! Les idées d'Himanen sur la communauté et la

solidarité font bien voir quel bonimenteur il est :

Par exemple, je peux annoncer sur le Net les moments de la semaine où je peux donner un coup de main à une personne âgée pour ses tâches domestiques ; je peux annoncer que je mets ma maison à disposition des enfants pour qu'ils puissent venir y jouer après l'école ; je peux dire que je serais enchanté de promener un des chiens du voisinage le week-end. L'efficacité de ce modèle pourrait sans doute être renforcée en lui ajoutant la condition que la personne aidée s'engage à son tour à aider quelqu'un d'autre. Internet peut être utilisé comme un moyen d'organiser des ressources locales. Graduellement, d'autres apporteront leur contribution à la production de grandes idées sociales, et cela en engendrera de plus grandes encore. Il y aurait un effet d'autoalimentation, comme cela se passe avec le modèle hacker au niveau informatique (p. 87).

Ce « modèle social » est l'ébauche parfaite d'une société totalitaire peuplée de voisins aimables et de tondeuses à gazon, tous connectés à Internet pour s'échanger perpétuellement de menus services, pendant que les mégamachines militaires de leurs États, manipulées par les grands groupes industriels, se chargent du pillage de la planète et de ses habitants.

On entend souvent dire que les hackers ont introduit une nouvelle forme de communauté, où les savoirs et les outils sont partagés dans un esprit de coopération entièrement désintéressé.

De notre point de vue, les hackers sont les enfants d'un monde totalement réifié par la technologie et la marchandise, d'un monde qui a fermé toutes les issues aux manières traditionnelles de produire ses moyens de survie. Ce qu'on appelle le *web* est de ce point de vue la plus fabuleuse des mégamachines jamais rêvée, dans la mesure exacte où il se

présente comme une structure intellectuelle superposée au vieux et difficile monde de la production matérielle – déjà si lointain aux yeux des générations actuelles. En outre, le réseau se nourrit de la contribution *intelligente* de millions d'individus à son perfectionnement, à la différence des anciennes mégamachines dont la conception était le domaine réservé des élites. Le réseau est le point d'aboutissement de deux cents ans de modernisation : c'est le phantasme hyperindustriel des catégories socioprofessionnelles totalement séparées de leurs moyens de production, urbanisées, consommatrices et se consacrant à la gestion de la culture aujourd'hui nécessaire au maintien de la domination. La sphère tout entière de l'économie de production et d'élimination des déchets est masquée par cette fantastique mégamachine qui semble flotter dans le vide et qui a toutes les apparences d'une excroissance intellectuelle et passionnelle à l'état pur.

La critique fugace qu'Himanen fait de la survie rend à elle seule manifeste le peu de consistance du mode de vie proposé par les hackers : l'esprit ludique, altruiste et de coopération est une guigne dont ne se fichent pourtant pas les minorités privilégiées de « l'ère de l'accès ». Au milieu de tout cela... Qui ou quoi assure le fonctionnement du système ?

La croissance de l'idéologie informationnaliste va de pair avec le développement à tout va de la société capitaliste industrielle, dont la base matérielle est assurée par la production technicisée de marchandises, par la destruction des économies locales et par une intensification de la prolétarisation de populations entières et de leur environnement. Au bout du compte, l'idéologie informationnaliste est le propre d'une caste privilégiée qui veut croire que les limites de la production pour la survie ont été surmontées, et tous les problèmes qu'elle posait avec, sans voir que le prix à payer a été un retour de la planète entière en deçà des limites de la survie. Une chose est sûre :

le programme économique libéral, adossé au développement des marchés soutenus par les valeurs informatiques et par leur commercialisation, ne rencontrera pas d'obstacles insurmontables du côté des techniciens de la veine d'Himanen, qui rêvent d'un réseau humanitaire de services et de bonnes oeuvres.

Le combat mené de nos jours au sein du réseau informatique pour maintenir une « coopération volontaire » est emblématique de la résignation du plus grand nombre face à une société entièrement soumise aux ordres de la technologie capitaliste. Voilà pourquoi les entreprises n'ont plus qu'à laisser faire cette coopération collective spontanée et à en tirer tout le profit qu'elles peuvent, soit, comme elles le font déjà, en la capitalisant en partie, soit tout simplement en la laissant se développer, certaines qu'elles sont que chaque création technique finit tôt ou tard par contribuer à la croissance des besoins techniques du système. À l'intérieur du réseau, le seul progrès est l'accroissement de la dépendance envers la société en réseau, que seul un faible d'esprit pourrait identifier avec la totalité sociale et ses besoins.

Le cas du gourou du logiciel libre, Richard Stallman, en dit long sur le cercle vicieux dans lequel s'est enfermée l'économie en réseau (*net economy*), qui revendique pour le réseau une liberté antimonopolistique et anti-accapareurs *au nom* d'un monde où seule la marchandise a voix au chapitre, et où jamais la maintenance des supports techniques du système n'est remise en question^[3]. Le libre accès aux codes sources, la possibilité d'utiliser et de modifier les programmes sans avoir à se soucier des droits d'auteur, la défense d'une conception libre et collective des logiciels, les échanges désintéressés de savoirs et d'outils, toutes ces émouvantes revendications reflètent le drame collectif d'une génération coincée entre son intelligence pragmatique et ses illusions technologiques, les seules qu'elle a reçues en guise de transmission effective.

L'obsession qu'ont les hackers de supprimer les droits d'auteurs et de propriété sur les programmes, les livres, les oeuvres d'art, etc. est typique de l'obsession productiviste de tous ceux qui sont disposés à cohabiter pour toujours avec l'inflation des informations médiatiques et des savoirs séparés. Les hackers ont peut-être trouvé très subversif d'attaquer la notion d'auteur, mais ils auraient mieux fait de s'interroger en priorité sur le sens et la valeur d'usage des créations d'auteurs, et sur leurs finalités sociales. On ne nous fera pas croire que les logiciels sont de simples intermédiaires entre l'intelligence collective et ses réalisations pratiques. Le *software* est devenu en lui-même un *médium*, qui se reproduit à l'infini sans que personne ne se pose plus la question de la nature et de la finalité du *médium* technique qu'il implique^[4].

Étant donné qu'elle n'a cure ni des besoins sociaux et de leur nature exacte, ni de la question de la division du travail et du caractère totalitaire de la technologie en régime capitaliste^[5], l'« éthique hacker » ne peut être qu'une éthique du nouvel esprit parasitaire qui s'accroche au monde pour profiter au maximum de l'instant présent, gaspiller toujours plus d'énergie, et bousiller un nombre toujours plus grand de populations et leurs territoires. Par sa méconnaissance totale, au niveau pratique et quotidien, des rudiments de la survie collective, le hacker se transforme en une sorte d'indolent hyperactif. Par leur méconnaissance des problèmes techniques et du pillage de tout ce qui fait vivre la planète, les hackers se révèlent à nous pour ce qu'ils sont : des fanatiques de l'artificialisation dont le projet n'ajoute qu'un maillon de plus à la chaîne des irresponsabilités qui pèse sur la société humaine de tout son poids destructeur.

Pour toutes ces raisons, l'assimilation fréquemment faite entre, d'une part, les luttes contre les droits d'auteur dans le monde du *software*, et, d'autre part, les luttes contre les brevets sur les semences et sur les organismes vivants en

général, ne peut que résulter d'une confusion volontairement entretenue. Les premières cherchent à se mettre à l'abri sous le voile de dignité des secondes^[6]. Dans le premier cas, nous avons affaire à une exigence qui se félicite de l'irréversibilité d'un monde technicisé avec lequel il convient même de collaborer, y compris de façon altruiste et désintéressée, tant que la survie dorée de ces collaborateurs – les hackers – peut être assurée par l'existence des structures techniques antisociales et par la circulation sans encombre des marchandises. Dans le second cas, nous avons affaire à un combat contre la technicisation forcée, les privilèges, le monde de la marchandise, la collaboration avec le pouvoir, et qui prône un retour à des schémas traditionnels d'exploitation de la nature dans un cadre collectif. Dans le premier cas, nous avons affaire à la communauté en réseau jaillie du terreau à jamais incritiqué de l'« abondance empoisonnée » de la société du capital ; dans le second cas, au projet d'une communauté dont tous les membres partagent la responsabilité d'une production à échelle humaine et qui se refuse à tirer des chèques en blanc sur l'avenir d'une technique dont les effets s'annoncent si dévastateurs que personne ne pourra en assumer le coût. Dans le premier cas, nous avons des gens hyperadaptés aux formes modernes de séparation ; dans le second des gens qui défendent avec obstination les ultimes vestiges d'un monde faisant place à des formes autonomes de production. Seule une passion immodérée pour la confusion peut conduire à mettre sur un même plan deux combats aussi radicalement opposés dans leurs motivations fondamentales^[7].

Aucune éthique du travail libéré grâce aux machines ne peut déboucher sur un combat en faveur d'une activité humaine libérée des chaînes de la dévastation capitaliste. En croissant et en se multipliant allègrement dans l'atmosphère conditionnée de la société technicisée, les hackers ne peuvent que contribuer à la destruction de tout ce qui reste de

réalité extérieure à cette société.

Extrait de : « Les amis de Ludd. Bulletin d'information anti-industriel », tome 2 (titre original : « Los amigos de Ludd. Boletín de información anti-industrial »), numéros cinq et six), publié en 2009 aux éditions La Lenteur (Paris), p. 61-76.

Notes

[1] Crédit photo : [Genista](#) (Creative Commons By-Sa)

[2] Milosz écrit très justement : « Ce que l'homme de l'Est dénomme "formalisme inerte de la bourgeoisie" est par ailleurs l'assurance pour un père de famille de retourner chez lui le soir pour dîner et de ne pas partir en voyage dans une région plus propice à accueillir les ours polaires que les êtres humains. » Mais l'objet de la critique est désormais le pouvoir totalitaire d'une modernisation qui est l'héritière aussi bien du socialisme scientifique que du capitalisme démocratique.

[3] Pour en apprendre davantage sur le point de vue réactionnaire de Stallman, on peut lire son détestable article « Qui surveille les surveillants ? » publié au début de l'année 2002 par le tabloïd aujourd'hui disparu *Désobéissance globale*.

[4] Voilà ce que peut donner une interview de Stallman à propos du Logiciel libre : « - Ce système ne risque-t-il pas selon vous de favoriser une croissance exponentielle des programmes informatiques ? C'est vrai ! C'est un effet collatéral d'importance négligeable comparée aux effets de la promotion de la liberté. »

[5] Le fait que les hackers et les gauchistes soient deux populations qui se recoupent en partie en dit long sur l'incapacité de ces derniers à analyser de manière rigoureuse

la technologie.

[6] Cf. l'article de Stallman, « Biopirates ou biocorsaires ? » *Archipiélago* n°55, où il formule de nouveau cet amalgame pernicieux.

[7] Bien évidemment, il existe au sein des luttes contre les OGM et autres délices de l'industrie moderne des tendances qui profitent de l'occasion pour réaffirmer leur credo citoyen et réformiste, et mènent ces luttes à l'impasse à coups de petits calculs arrivistes. Mais cela n'entame pas les présupposés fondamentaux partagés par d'autres tendances, même s'ils sont affirmés de manière partielle.

Le Dividende Universel : valorisation de la couche libre et non marchande de la société

Il peut y avoir quelques nuances entre les différentes expressions, mais qu'on l'appelle [Revenu citoyen](#), [Revenu de vie](#), [Allocation universelle](#) ou [Dividende Universel](#), l'idée principale consiste à verser tout au long de sa vie un revenu unique à tous les citoyens d'un pays, quels que soient leurs revenus, leur patrimoine, et leur statut professionnel. Ce revenu permettant à chaque individu de satisfaire ses besoins primaires tels que se nourrir, se loger, se vêtir, voire acquérir certains biens culturels de base.



À priori cela semble totalement fou. Mais quand on se penche sur les sites *spécialisés*, comme CreationMonetaire.info d'où est issu le billet reproduit ci-dessous, on réalise que c'est peut-être moins utopique qu'on ne le croit.

Du reste, nous pouvons témoigner : GNU/Linux, Wikipédia, OpenStreetMap... les projets utopiques existent, nous en avons rencontrés ☐

Et puis, reconnaissons surtout que c'est l'économie actuelle qui est devenue complètement folle et qui va finir par tous nous mettre à genoux. Alors folie contre folie...

En tout cas il n'est pas anodin de voir le logiciel libre et sa culture fournir des arguments aux partisans de cette *idée folle*. Et inversement, imaginez qu'un jour à tous les membres de la communauté du Libre un revenu minimum pour vivre, ce serait à n'en pas douter une explosion d'enthousiasme et de projets !

Parce que c'est bien moins l'argent^[1] qui nous manque que le temps. Un temps trop souvent occupé à devoir survivre...

PS : Comme ce n'est pas le premier article du Framablog qui tourne autour du sujet, je viens de créer un [tag dédié](#) pour l'occasion.

Les 4 arguments du Dividende Universel

[URL d'origine du document](#)

*Stéphane Laborde – 17 mai 2010 – CreationMonetaire.info
Licence Creative Commons By*

Depuis quelques semaines, je reçois des demandes d'arguments concernant le Dividende Universel, par des personnes connaissant le sujet, mais qui se trouvent confrontées à des interlocuteurs ignorants de la question. Il y a bien sûr la multitude de liens, d'explications et de justifications qui se

trouvent sur [l'article Wikipedia qui le concerne](#), mais je vais résumer ici les points fondamentaux nécessaires à l'introduction dans le sujet pour un novice :

1. L'argument massue de la propriété de la zone EURO (remplacer EURO par la monnaie de son choix).

La Zone EURO est une construction fondamentalement Citoyenne. Chaque Citoyen via son Etat respectif est co-proprétaire de la Zone Euro, et il est régulièrement convié à voter pour élire ses représentants tant locaux que continentaux, directement ou indirectement.

Or tout propriétaire d'une entreprise quelle qu'elle soit, reçoit, en proportion de sa détention du capital un Dividende annuel, généralement autour de 5% de la valeur de l'entreprise. La Zone Euro étant économiquement valorisable en proportion de sa Masse Monétaire en Circulation (voire du PIB, mais PIB et Masse Monétaire sont interdépendants).

Le Dividende Universel correspond donc simplement à la reconnaissance de la co-propriété de la zone économique par chaque Citoyen (présents et à venir, aucune génération n'a de droit privilégié de ce point de vue).

Cet argument conviendra à tout défenseur de la propriété et du droit économique.

2. L'argument de la création libre et non marchande

L'Art, les logiciels libres, les écrits libres de droit, le travail non marchand effectué par l'action associative ou individuelle etc... Que fournissent chaque citoyen de la zone euro, est une valeur, incommensurable, qui bénéficie au secteur marchand directement ou indirectement. (par exemple internet fonctionne avec une couche de logiciels libres qui ont été développés et distribués sans aucune reconnaissance monétaire).

Ces valeurs sont difficilement monnayables, parce que ce qui fait leur valeur, est justement l'adoption par le plus grand nombre, d'autant plus rapidement que c'est gratuit. Or sur ce substrat de valeur, se développent des valeurs marchandes, qui elles valorisent leurs produits raréfiés.

Le Dividende Universel est une valorisation de cette couche libre et non marchande de la société, qui est la juste compensation du droit d'usage de cette couche multi-valeur pour des activités marchandes.

Cet argument conviendra à tous ceux qui souhaitent travailler et créer pour autrui, sans contrainte marchande, en étant valorisé à minima, sans pour autant vouloir tirer un avantage économique de leur création (artistes, développeurs libres, auteurs libres, blogueurs, bénévoles associatifs, aides de voisinage etc...)...

3. L'argument anti-crises financières de la Création Monétaire neutre

La Création Monétaire par effet de levier est une dissymétrie qui accentue les écarts capitalistiques sans raison. Parce que X,Y ou Z ont un avantage capitalistique de départ, on leur permet de surévaluer cet avantage par un effet de levier de création monétaire, qui dévalue la monnaie existante, et leur permet à tout moment d'acheter ou de copier toute innovation par création de fausse monnaie momentanée (éventuellement détruite lors du remboursement de la fausse monnaie-dette émise, mais le mal est fait, et toute l'Histoire montre que jamais cette dette n'est réellement remboursée par les plus gros bénéficiaires, sommets de pyramides de Ponzi...).

Le Dividende Universel est une création monétaire neutre et symétrique dans le temps et dans l'espace, et rend à la monnaie tout sens sens premier : **un Crédit Mutuel entre Citoyens**, versé non pas en une fois, mais progressivement, tout le long de la vie, et de façon relative à la richesse

mesurable (Proportionnelle à La masse monétaire / Citoyen), sans léser les générations futures.

Cet argument conviendra aux Scientifiques, Economistes et Ingénieurs, soucieux de justifications théoriques solides.

4. L'argument de la valeur fondamentale de toute économie

La valeur fondamentale de toute mesure est l'observateur lui-même. En effet hors l'observateur il n'est point de mesure, alors que hors objet extérieur, l'observateur peut toujours se prendre lui-même pour objet d'observation. C'est le point minimum et suffisant pour toute mesure.

L'homme est l'observateur de l'économie, autant que son acteur fondamental, et son service en est l'objectif premier. Or cette valeur fondamentale nécessite d'être valorisée sur une base éthiquement acceptable, afin que son potentiel de création, de travail pour autrui, de choix de développement économique, soit libre et non faussé.

En valorisant l'homme par un micro-investissement continu, tout le long de sa vie, c'est l'ensemble de l'économie qui investit dans chacune de ses composantes économiques fondamentales, le "risque" étant noyé dans la multitude.

Le Dividende Universel est un micro-investissement global et continu sur la valeur productive fondamentale de toute économie : l'homme.

Cet argument conviendra aux humanistes, philosophes, constitutionnalistes, et juristes soucieux des Droits de l'Homme.

Notes

[1] Crédit photo : [Zieak](#) (Creative Commons By)

Lâchons prise en débranchant la prise

On parle beaucoup de *libération* sur ce blog. Mais l'acte de libération ultime n'est-il pas devenu celui de se couper momentanément ou plus durablement de l'Internet ?



Au diable la rédaction frénétique de mon blog pour être parmi les premiers à annoncer ce que des centaines d'autres annonceront. Au diable la consultation des commentaires et statistiques de ce même blog.

Les mails, tweets et fils RSS peuvent s'accumuler, mes amis Facebook gesticuler et me stimuler... Je n'en ai cure. Ils vivront très bien sans moi. Je ne suis pas indispensable à l'Internet. Mais l'Internet ne m'est pas indispensable non plus^[1].

Je ne dois plus être esclave de ma propre vanité.

Tel un joueur invétéré qui demande de lui-même au patron de son casino préféré de ne plus le faire entrer, je me choisis un proche et lui confie la mission de changer tous mes mots de passe avec ceux de son choix qu'il gardera pour lui, même si je l'en supplie plus tard de me les dévoiler.

Je n'ai plus la tête dans le flux. Ouf ! Je respire !

PS : Ce court billet « à contre-courant » fait écho à notre célèbre et bien plus dense traduction du même auteur : [Est-ce](#)

[que Google nous rend idiot ?](#)

Exode

[Exodus](#)

Nicholas Carr – 8 avril 2010 – Blog de l'auteur
(Traduction Framalang : Joan Charmant)

Cela a-t-il commencé ?

[James Sturm](#), le dessinateur, [n'en peut plus](#) d'Internet :

Ces dernières années, Internet est passé d'une simple distraction à quelque chose qui semble plus sinistre. Même quand je ne suis pas à mon ordinateur, je suis conscient que JE NE SUIS PAS À MON ORDINATEUR et je fais des plans pour pouvoir RETOURNER À MON ORDINATEUR. J'ai tenté diverses stratégies pour limiter le temps que je passe en ligne : laisser mon portable au bureau quand je rentre à la maison, le laisser à la maison quand je vais au bureau, un moratoire sur l'utilisation les samedis. Mais rien n'a fonctionné très longtemps. De plus en plus d'heures de ma vie s'évaporent sur YouTube... La communication de base a laissé la place à des heures de vérification compulsive de mes mails et de surf sur le web. L'Internet m'a rendu esclave de ma vanité : je contrôle le positionnement de mes livres sur Amazon toutes les heures, je suis constamment en train de chercher les commentaires et discussions sur mes travaux.

Il n'est pas tout à fait prêt pour divorcer d'avec le Web. Mais il a décidé de tenter une séparation de quatre mois. Comme [Edan Lepucki](#), il a demandé à quelqu'un de lui changer les mots de passe de tous ses comptes, juste pour être sûr.

Je sais qu'on ne reviendra jamais à l'ère pré-Internet, mais je voudrais juste progresser un peu plus lentement.

La déconnexion est la nouvelle contre-culture.

Notes

[1] Crédit photo : [Batintherain](#) (Creative Commons By-Sa)

Socrate et les hackers – Une conférence de Bernard Stiegler

À peine avons-nous mis en ligne le billet [Quand Socrate nous aide à mieux comprendre le logiciel libre](#) qu'un commentaire nous signalait une récente conférence de [Bernard Stiegler](#), dont le titre, séduisant et énigmatique, faisait lui aussi référence au célèbre philosophe grec : « Socrate et les hackers ».

Elle a été donnée le 13 avril dernier à la [Maison des Arts de Malakoff](#).

On y retrouve les thèmes chers à Bernard Stiegler : perte du savoir dans un processus de prolétarianisation généralisée lié au marketing et espoir mis dans la figure de « l'amateur ».

Je ne suis pas un [hacker](#) mais je pense bien faire parti de ces amateurs. Et, du coup, j'aime bien écouter Bernard Stiegler parce qu'il me donne l'impression que je participe à sauver le monde du marasme dans lequel il se trouve ☐

Tout ceci m'a fait repenser à un très lointain article de *Libération* (25 mai 2001). Une [interview](#) de [Pekka Himanen](#)^[1] par [Florent Latrive](#).

À la question : quel est votre hacker préféré ? Voici ce que le philosophe finlandais avait alors répondu :

« Socrate. Toute son attitude, cette relation passionnée et modeste au savoir, son ouverture d'esprit, sa quête de directions intellectuelles non prévues: l'attitude des Grecs anciens est très similaire à celle des hackers d'aujourd'hui. Platon, son disciple, a fondé la première académie du monde occidental, et c'est le modèle de la recherche scientifique aujourd'hui. C'est aussi celui des hackers passionnés d'ordinateurs... ».

Bernard Stiegler – Socrate et les hackers



-> La [vidéo](#) au format webm

Notes

[1] À ce propos, c'est vraiment une anomalie de ne plus trouver la moindre trace papier ou numérique de la traduction française de *l'Ethique Hacker* de Pekka Himanen, alors même que c'est clairement l'un des ouvrages les plus importants de la *culture libre*. Il y a une [note de lecture](#) sur Freescape et puis c'est à peu près tout (si ce n'est une indisponibilité récurrente [sur Amazon](#)). L'explication vient du fait qu'Exils, l'éditeur de la traduction n'existe plus, mais c'est bien dommage que personne n'ait pris le relai (et les éventuels droits). Si quelqu'un est assez motivé pour contacter Pekka Himanen et voir avec lui comment on pourrait rééditer son livre en français, qu'il sache que Framasoft et son projet Framabook sont de tout cœur derrière lui.

Quand Socrate nous aide à mieux comprendre le logiciel libre

« Si vous éprouvez quelques difficultés à saisir l'essence du logiciel libre, je vous invite à parcourir ce dialogue entre [Socrate](#) et [Antiphon](#) dans [Les Mémorables](#) de [Xénophon](#). »^[1]



Telle est la [suggestion](#) d'un blogueur grec, [reprise](#) par un blogueur anglophone, qui a déterré ce court et pertinent passage nous rappelant que les préoccupations d'aujourd'hui ne sont pas sans similarités avec celles de 370 av. J.-C. !

Les Mémorables de Xénophon

[URL d'origine du document](#)

Chapitre VI – Extrait

Une autre fois, Antiphon, s'entretenant avec Socrate, lui dit : « Je ne doute pas, Socrate, que tu ne sois juste, mais savant, tu ne l'es pas du tout, et il me paraît que tu t'en rends compte toi-même, car tu ne tires aucun argent de tes leçons. Cependant ton manteau, ta maison ou tout autre objet que tu possèdes et que tu crois valoir quelque argent, tu ne les donnerais gratuitement à personne, tu ne les vendrais même pas au-dessous de leur valeur.

Il est donc évident que, si tu croyais que ton enseignement vaille quelque chose, tu n'en exigerais pas moins d'argent qu'il ne vaut. Tu es donc un homme juste, puisque tu ne trompes pas par cupidité, mais un savant, non pas, puisque tu

ne sais rien qui ait de la valeur. »

A cela Socrate répondit : « C'est une opinion reçue chez nous, Antiphon, qu'on peut faire de la beauté et de la science un emploi honteux aussi bien qu'un emploi honorable. Quand un homme vend sa beauté pour de l'argent à qui veut l'acheter, on l'appelle prostitué; mais si quelqu'un prend pour un ami un homme en qui il a reconnu un amoureux vertueux, nous l'appelons un sage. Il en est de même à l'égard de la science : ceux qui la vendent pour de l'argent à qui veut la payer sont appelés sophistes, comme ceux qui vendent leur beauté, prostitués; mais si un homme, ayant reconnu dans un autre un heureux naturel, s'en fait un ami en lui enseignant ce qu'il sait de bon, nous pensons qu'il se comporte comme il convient à un honnête citoyen.

C'est ce que je fais moi-même, Antiphon. D'autres se réjouissent de posséder un beau cheval, un chien, un oiseau; moi, je me réjouis, et bien davantage, d'avoir des amis vertueux, et, si je sais quelque chose de bien, je le leur enseigne, et je les présente à d'autres, que je crois capables de les aider à progresser dans la vertu. Je déroule et parcours en compagnie de mes amis les livres où les anciens sages ont déposé leurs trésors. Si nous y voyons quelque chose de bien, nous le recueillons, et nous regardons comme un grand profit de nous être utiles les uns aux autres. »

Notes

[1] Crédit photo : [HBarrison](#) (Creative Commons By-Sa)